

**Centre intégré
de santé
et de services sociaux
des Laurentides**

Québec 

**REVUE DE PRESSE RÉGIONALE
SEMAINE DU 11 AVRIL 2022**

**Par le Service des communications
et des relations publiques**

Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides

Une nouvelle adjointe à la Direction générale dans Antoine-Labelle

Le Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides (CISSSLAU) annonce la nomination de Fannie Courchesne à titre d'adjointe à la Direction générale pour le secteur d'Antoine-Labelle. Elle est en fonction depuis le 11 avril. « Nous sommes très sensibles aux besoins locaux et aux particularités de chaque secteur. La présence de Mme Courchesne nous permettra d'être encore plus connectés sur le milieu », a déclaré la présidente-directrice générale du CISSSLAU, Rosemonde Landry. Mme Courchesne œuvre au sein du réseau de la santé et des services sociaux dans Antoine-Labelle depuis près de 17 ans. Depuis janvier 2020, elle assumait les fonctions de chef de programme en déficience et réadaptation physique Nord. Dans le cadre de ses nouvelles fonctions à titre d'adjointe à la Direction générale, elle assumera un rôle-conseil auprès de l'équipe



de direction du CISSSLAU afin que les soins et services tiennent bien compte des besoins et des réalités propres au territoire d'Antoine-Labelle. 📍

Santé

Pour des horaires plus stables

ALEX PROTEAU

aproteau@inmedias.ca

Le FIQ-Syndicat des professionnelles en soins des Laurentides (FIQ-SPSL) a manifesté le mardi 5 avril devant la maison des aînés de Sainte-Agathe-des-Monts pour dénoncer les postes de travail en rotation.

«Nous sommes en pleine pénurie de main-d'œuvre et tout le monde s'entend pour dire qu'il faut offrir de meilleures conditions de travail permettant une réelle conciliation travail-famille-vie personnelle aux professionnelles en soins», exprime la

présidente, Julie Daigneault.

Cette manifestation visait à conscientiser la population à quelques mois de l'ouverture de cinq maisons aînées dans la région des Laurentides.

«Il est totalement incompréhensible que l'employeur du CISSS des Laurentides persiste dans cette voie allant à l'encontre de la stabilité recherchée par les professionnelles en soins. Ce qu'elles veulent, c'est de la stabilité sur un seul quart de travail et dans un seul centre d'activités», enchaîne la présidente du syndicat représentant plus de 5100 professionnels de la santé.



(Photo: gracieleusité)

La stabilité de poste leur permettrait aux travailleurs d'avoir plus de prévisibilité. Cela aurait des effets bénéfiques non seulement sur les infirmières, infirmières auxiliaires

et inhalothérapeutes et contribuerait également à l'amélioration de la qualité des soins offerts aux patients, indique le syndicat. ●



1

20 nouveaux défibrillateurs offerts aux CPE des Pays-D'en-Haut

La Fondation médicale des Laurentides offre 20 défibrillateurs aux MRC des Pays-D'en-Haut et des Laurentides. D'une valeur de 30 000 \$, ils seront implantés dans les CPE [Centre de la petite enfance] suivants: Bambouli (2 installations à Sainte-Agathe et 1 à Val-David), Barbouille (Sainte-Adèle), Les Petits Maritoux (Mont-Tremblant), Main dans la Main (Saint-Sauveur et Saint-Adolphe), de La Vallée (Piedmont), Des Rires (Mont-Tremblant et Saint-Faustin-Lac-Carré), Val-des-Neiges (Morin-Heights), La Chenille (Saint-Donat, Chertsey et Saint-Côme) et L'Antre-Temps (Sainte-Agathe, Mont-Tremblant et Labelle). Pierre Bédard, propriétaire de Cardio-Choc a octroyé un rabais de 10% pour chaque défibrillateur acheté par la fondation.

BÉNÉVOLES RECHERCHÉS

LE COMITÉ DES USAGERS DE PAYS-D'EN-HAUT souhaite recruter des bénévoles qui veulent s'impliquer à la promotion de l'amélioration des soins et des services dans la région.

Vous souhaitez :

- Renseigner les usagers sur leurs droits et obligations
- Évaluer la satisfaction à l'égard des services reçus
- Accompagner ou assister les usagers qui le demandent

Nous avons besoin de vous!

comite.usagers.pdh.cissslau@ssss.gouv.qc.ca

*Centre intégré
de santé
et de services sociaux
des Laurentides*

Québec 

>P005560-1

Accès, 13 avril 2022, p. 12

Le Nord, 13 avril 2022, p. 8

ACTUALITÉ



Hôpital laurentien à Sainte-Agathe-des-Monts.

RÉFORME SANTÉ DU GOUVERNEMENT

LES LAURENTIDES ENCORE SOUS-FINANCÉS



Photo Courtoisie

Simon-Pierre Landry est médecin de famille à Mont-Tremblant et à l'urgence à l'Hôpital Laurentien à Sainte-Agathe-des-Monts, et porte-parole de la Coalition Santé Laurentides.

« Ce sont des mesures que l'ensemble des professionnels de la santé vont appuyer. L'enjeu est de savoir comment ils vont faire pour rendre ça concret sur le terrain », nous explique Simon-Pierre Landry, médecin de famille à Mont-Tremblant et à l'urgence à l'Hôpital Laurentien à Sainte-Agathe-des-Monts. Il est également porte-parole de la Coalition Santé Laurentides, qui travaille pour que la région des Laurentides obtienne un « financement équitable du gouvernement pour les soins de santé et les services sociaux ».

■ RAPPROCHER LES SOINS

Une des mesures appréciées par la Coalition est le plan de décentralisation du système de santé et de services sociaux. Celui-ci « vise à rendre le réseau plus efficace et imputable des résultats et assurer une stabilité organisationnelle ». L'objectif est de rapprocher les soins auprès des citoyens.

Plusieurs soins se donnent seulement dans les hôpitaux de Montréal ou de Laval et pas dans les Laurentides. Toutefois, « pour donner ces services, il faut les infrastructures pour les soutenir », soutient le Dr. Landry.

Par exemple, un patient diagnostiqué avec un cancer qui doit passer un scan pour savoir s'il y a présence de métastases n'aura pas accès à ce soin dans les Laurentides. Il doit se rendre à Montréal ou à Laval. Pour d'autres soins, des patients seront redirigés vers Montréal parce que les listes d'attente sont trop longues dans les Laurentides.

« Le nerf de la guerre, pour rapprocher les soins dans notre région, c'est d'envoyer des médecins dans notre région et de l'argent pour la construction de certaines infrastructures », soutient Simon-Pierre Landry.

■ POPULATION QUI AUGMENTE ET QUI VIEILLIT

« Beaucoup de personnes décident de venir dans notre région parce que c'est une belle place pour prendre sa retraite. Il faut être capable d'absorber cette clientèle-là. Ça prend plus de médecins de famille », souligne le médecin.

selon Simon-Pierre Landry, le problème n'est pas au niveau de l'attraction de la main-d'œuvre, mais plutôt des infrastructures. « On n'a pas ce qu'il faut pour les faire travailler », déplore-t-il.

« Pour donner ces services, il faut les infrastructures pour les soutenir »

- Dr Simon-Pierre Landry

Le CISSS des Laurentides mentionne que quatre projets sont à l'étape de la planification : l'Hôpital régional de Saint-Jérôme, la Maison des aînés de Lachute, la Maison des aînés de Labelle et l'Hôpital de Mont-Laurier.

D'autres projets sont également en cours de réalisation, comme le Centre de réadaptation pour jeunes en difficulté d'adaptation et le nouveau Pavillon de soins en santé mentale de l'Hôpital régional de Saint-Jérôme. La région accueillera aussi cinq nouvelles maisons des aînés.

Pour contrer la pénurie de main-d'œuvre, le CISSS des Laurentides a notamment développé un projet de recrutement d'infirmiers et d'infirmières en provenance de pays francophones d'Afrique. Ainsi, au mois de janvier, deux cohortes de 20 candidats chacune seront accueillies dans les deux

SIXIÈME VAGUE DANS LES HÔPITAUX

Après avoir observé une diminution constante du nombre hebdomadaire de cas du 1^{er} janvier (environ 10 000 cas) jusqu'à la mi-mars (environ 500 cas), la région est passée à plus de 700 cas lors de la dernière semaine, nous indique le CISSS des Laurentides.

Le nombre quotidien des tests positifs en laboratoire confirme cette tendance avec un léger rebond à la fin mars. Le nombre hebdomadaire de nouvelles hospitalisations avec diagnostic de COVID-19 a fortement diminué de la mi-janvier à la mi-mars (de près de 200 à moins de 30 par semaine), pour remonter légèrement au cours de la dernière semaine (34 hospitalisations).

Pour la majorité des patients hospitalisés atteints de la COVID-19, la raison principale de leur admission est pour un diagnostic autre que la COVID.

MANQUE DE FINANCEMENT

LA MAISON DE SOPHIA LUTTE POUR SA SURVIE

Ève Ménard - L'organisme de Saint-Jérôme qui vient en aide aux femmes en difficulté, la Maison de Sophia, lutte actuellement pour sa survie. Faute de financement, l'organisme pourrait être forcé de fermer ses portes.

Initialement, la Maison de Sophia risquait l'éviction de ses locaux le 30 juin prochain, un ordre émis par la Société d'habitation du Québec (SHQ). Elle a aussi vu la totalité de son financement, issu du programme *Vers un chez-soi* (VCS), coupé par le CISSS des Laurentides. Sa viabilité mise à risque par la perte éventuelle de ses locaux est ce qui a justifié cette décision, indique Sophie Mederi, directrice générale de l'endroit.

■ FINANCER À LA MISSION

Vendredi dernier, cette dernière a finalement appris le renouvellement pour 12 mois de la SHQ, c'est-à-dire jusqu'au 30 juin 2023. Mais toujours aucune nouvelle au niveau du financement. Même si l'organisme peut continuer d'occuper ses locaux jusqu'à l'année prochaine, l'absence de financement forcerait tout de même sa fermeture.

Même lorsque La Maison de Sophia bénéficiait de l'aide financière du programme *Vers un chez soi*, sa situation demeurait très précaire. Il s'agit d'un financement qui n'est pas récurrent. Sophie Mederi revendique plutôt, comme le milieu communautaire dans son ensemble, un financement à la mission.

■ DEMANDE SIGNIFICATIVE

La Maison de Sophia possède neuf places en hébergement et procède aussi à des suivis externes avec les femmes. Elle en aide actuellement une trentaine. Et il y a constamment des listes d'attente. « *On déborde carrément* », indique Sophie Mederi.



Des démarches avaient été entamées pour éventuellement relocaliser les locaux ou les agrandir, afin de passer de neuf à une vingtaine de chambres. Les critères d'admission des femmes sont d'ailleurs plus larges que dans les maisons d'hébergement, notamment. Il peut s'agir de femmes qui ont vécu des situations violentes et qui s'en sont sorties, mais qui vivent maintenant une instabilité résidentielle.

À PROPOS DE L'ORGANISME

La Maison de Sophia est un hébergement pour femmes qui existe depuis 2008. Sa mission consiste à offrir un toit à des femmes vivant des difficultés et de leur offrir des rencontres individuelles psychosociales, des ateliers de groupes et un accompagnement vers la stabilité résidentielle.

La Maison a la particularité de ne pas se concentrer sur les victimes de violence conjugale, mais d'ouvrir la porte à toutes femmes vivant des difficultés.

Elles sont alors à risque d'itinérance ou sont en situation d'itinérance.

« *SOS violence conjugale nous appelle souvent. Les maisons d'hébergement des Laurentides sont toujours pleines et parfois, certaines femmes ne correspondent pas exactement à leurs critères* », ajoute Sophie Mederi. La Maison de Sophia vient ainsi combler des vides pour permettre à toutes les femmes dans des situations précaires de trouver un lieu sécuritaire où être hébergées. Ça répond à un besoin criant dans la région.

■ « NOUS AVONS ENCORE ESPoir »

« *Alors que nous avons tous été ébranlés par le nombre record de féminicides au Québec dans les deux dernières années, nous devons plus que jamais offrir des ressources, des services et des refuges aux femmes en difficulté. Pendant ce temps, la CAQ va dans la direction complètement opposée en retirant le financement de la Maison de Sophia!* », a affirmé Isabelle Melançon, députée de Verdun et porte-parole de l'opposition officielle en matière de condition féminine, le 7 avril dernier concernant la situation à La Maison de Sophia.

De son côté, Sophie Mederi peine à croire qu'on ne fera rien pour remédier à cette situation critique. « *Nous avons encore espoir que ça se règle. Pour nous, ça ne se peut pas qu'on laisse aller une ressource comme ça quand les besoins sont si grands. On croit en notre mission, on croit à l'essentiel et on croit à ce qu'on apporte.* »

Les propos de Sophie Mederi ont été recueillis le vendredi 8 avril dernier. D'ici la publication du journal, il se peut que la situation ait évolué.

PROJET MAJEUR ET INNOVANT PO **LA HUTTE S'IMPLAN**



Photo: Courtoisie: Photo pour la Ville de Saint-Jérôme

À l'avant, François Savoie, directeur général de La Hutte – Hébergement d'urgence Terrebonne. À l'arrière, Majorik Bouchard, directeur des programmes santé mentale, dépendance et services psychosociaux généraux adultes au CISSS des Laurentides; Xavier-Antoine Lalande, préfet de la MRC de La Rivière-du-Nord; Marc Bourcier, maire de Saint-Jérôme; et Youri Chassin, député de Saint-Jérôme.

France Poirier – C'est lors d'une conférence de presse, lundi après-midi, qu'on annonçait un grand projet pour lutter contre l'itinérance à Saint-Jérôme. La Hutte - Hébergement d'urgence Terrebonne s'implantera à Saint-Jérôme grâce à la construction d'une nouvelle maison d'hébergement pour les personnes qui n'ont pas de logement.

Déjà en place depuis le 1^{er} avril dernier, l'équipe de La Hutte a pris en charge le centre d'hébergement à l'église Sainte-Paule, en remplacement de l'organisme Fleur de Macadam qui souhaitait délaisser l'aspect d'hébergement dans son offre de services, mais qui continue d'être actif dans la communauté.

« Le CISSS des Laurentides nous a demandé de prendre le relai et nous avons eu une très bonne collaboration avec eux. Le service d'hébergement se poursuit. Nous pouvons accueillir 55 personnes par nuit. Nous sommes ouverts 24/7 et le centre va changer de vocation. Le dortoir sera transformé en chambrettes, ce qui est plus favorable pour aider les personnes à se sortir de l'itinérance. Le centre de jour est maintenu », nous a confié en entrevue François Savoie, directeur général de La Hutte – Hébergement d'urgence Terrebonne.

Il ajoute que la vision de l'organisme est d'aider les gens à sortir de la rue. « On offre un accompagnement pour se diriger vers le logement. On les aide à régler certains problèmes auxquels ils sont confrontés comme dormir, manger ou travailler leur hygiène. On les accompagne pour les soins médicaux, les problèmes de justice ou autres. Nous comptons 48 employés dans les deux services; Terrebonne et Saint-Jérôme. Actuellement, la Ville s'occupe de

finaliser les chambrettes dans l'église Sainte-Paule », explique le directeur de La Hutte. Il souhaite travailler avec les autres organismes. « On veut travailler ensemble, partager de l'information. On travaille tous pour la même cause. On a une belle complicité avec l'Écluse des Laurentides », ajoute-t-il.

« Ça ne fait aucun sens de devoir chercher une place pour dormir, soir après soir. »

– François Savoie, directeur de La Hutte

■ PROJET DE 6,5 M\$

Évalué dans sa globalité à 6,5 M\$ et financé par diverses sources, le projet est chapeauté par le Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) des Laurentides. Il sera réalisé en collaboration avec la Ville de Saint-Jérôme et différents partenaires, majoritairement issus de la communauté. L'implantation de cette ressource contribuera à la modernisation de l'offre de services afin de soutenir les personnes aux prises avec une situation d'itinérance. Le projet permettra de leur offrir un continuum de services adaptés à leurs besoins.

■ SERVICES OFFERTS

La Hutte construira une toute nouvelle maison d'hébergement sur le terrain adjacent à l'église Sainte-Paule à la suite d'une entente qui sera conclue avec la Ville. Les travaux d'ingénierie et d'architecture sont déjà amorcés et la première pelletée de terre est prévue au cours des prochaines semaines. Le nouvel édifice, qui offrira 48 places d'hébergement d'urgence, devrait

UR LUTTER CONTRE L'ITINÉRANCE TE À SAINT-JÉRÔME



Le dortoir sera transformé en chambrettes à l'église Sainte-Paule et une nouvelle maison d'hébergement sera prête à la fin de l'année.

ouvrir ses portes en décembre 2022. Le projet comporte également une halte chaleur où les personnes sans-abri pourront rencontrer des intervenants, manger un repas chaud, prendre une douche, laver leurs vêtements et en obtenir gratuitement, s'ils en ont besoin.

■ À PROPOS DE LA HUTTE – HÉBERGEMENT D'URGENCE TERREBONNE

La Hutte est une maison d'hébergement qui accueille des femmes et des hommes en situation d'itinérance. Depuis 2003, la ressource vient en aide aux gens les plus vulnérables de Lanaudière grâce à une offre d'hébergement diversifiée qui vise à les accompagner pour les aider à sortir de la rue de façon durable.

« Les 48 personnes qui forment l'équipe de La Hutte ont toutes le même objectif, soit d'aider des gens à s'en sortir. C'est donc avec beaucoup d'enthousiasme que nous avons accepté l'invitation à travailler avec la communauté pour trouver des solutions innovantes et porteuses. Le phénomène de l'itinérance est un problème actuel et nous devons y répondre rapidement. Et aux sceptiques qui pensent que c'est un projet fou, que les délais sont trop serrés ou qu'il nous sera impossible de rassembler les sommes nécessaires à temps, nous répondons qu'il est intolérable que des Jérômiens et des Laurentiens soient dans la rue. Les femmes et les hommes que nous accueillerons sont les enfants, les parents, et souvent même les grands-parents de gens de chez nous. C'est pour eux que nous devons rendre l'impossible possible, afin

que nous puissions les accueillir comme nous aimerions que ceux qu'on aime soient accueillis », a souligné François Savoie.

« Depuis le tout début de notre mandat, nous travaillons à trouver des solutions pérennes afin de lutter contre l'itinérance. Dès son embauche, notre adjoint au directeur général – stratégies, Sylvain Pagé, a eu le mandat de mobiliser les partenaires pour qu'un projet comme celui présenté aujourd'hui puisse enfin voir le jour. Les efforts et la volonté des nombreux partenaires portent leurs fruits et nous en sommes très fiers. Ce sera une grande satisfaction de savoir que les personnes vivant en situation d'itinérance auront accès à des services de qualité ainsi qu'à des installations où elles trouveront le confort et l'accompagnement dont elles ont besoin pour leur mieux-être et éventuellement, pour contribuer à la communauté », a spécifié Marc Bourcier, maire de Saint-Jérôme.

« Les membres du conseil de la MRC ont non seulement soutenu de façon unanime les démarches des partenaires pour développer une offre de service adaptée sur le territoire, mais ont également placé l'itinérance au sommet de leurs priorités d'action pour 2022. De plus, la MRC a fait reconnaître la problématique à l'échelle de la région des Laurentides. Grâce à cette reconnaissance, nous avons obtenu d'importantes enveloppes budgétaires qui contribueront à créer les leviers financiers nécessaires à la réalisation du projet d'implantation de La Hutte à Saint Jérôme », a ajouté Xavier-Antoine Lalande, préfet de la MRC de La Rivière-du-Nord.

DESTINÉE AUX FEMMES EN SITUATION D'ITINÉRANCE

LA MAISON DE SOPHIA FERMERA-T-ELLE SES PORTES ?

MYCHEL LAPOINTE

mychel.lapointe@infoslaurentides.com

La Maison de Sophia de Saint-Jérôme, qui vient en aide depuis 2012 aux femmes en situation d'itinérance vivant de la violence genrée et à leurs enfants, vit des heures difficiles. Ses dirigeants ont appris récemment la décision du CISSS des Laurentides de couper la totalité de son financement de fonctionnement issu du programme Vers un chez-soi (VCS).

« La Maison fait dorénavant face à la fermeture de ses services dans les prochaines semaines. Elle doit annoncer aux femmes qu'elle héberge présentement, et celles qui doivent l'être dans les semaines suivantes, que malgré leur cheminement vers l'autonomie, elles ne pourront plus compter sur la Maison » font savoir les responsables, dans une communication acheminée à nos bureaux.

DES DEMANDES « QUATRE FOIS PLUS GRANDES »

Relativement au refus de financement du CISSS des Laurentides, le Journal Infos Laurentides a voulu s'enquérir des raisons qui ont amené les dirigeants de l'organisme gouvernemental à prendre la décision en question.

Catherine Filion-Lord, agente d'information au sein de l'équipe du Service des relations médias, relations publiques et à la communauté du CISSS nous a fourni

cette réponse :

« Au cours des dernières semaines, un comité d'attribution a effectivement dû faire des choix déchirants quant à l'utilisation du budget disponible pour les projets liés à la clientèle itinérante (...) Le CISSS des Laurentides s'est vu octroyer dans le cadre de l'Entente Canada-Québec concernant le programme Vers un chez soi 2019-2024, une somme de 1 404 972,00 \$ pour le financement de projets dans le cadre du volet Communautés désignées (CD) et de 196 316,00 \$ pour le financement de projets dans le cadre du volet Régions éloignées (ICRE), pour les exercices financiers de 2022-2023 et 2023-2024 (...) Le ministère de la Santé et des services sociaux (MSSS) dans le cadre du Plan d'action interministériel en itinérance 2021-2026 (PAII) a octroyé au CISSS des Laurentides un financement non récurrent de 519 988,00\$ dans le cadre du budget 2022-2023 afin de soutenir les actions locales et régionales (...) Dans le contexte où les demandes étaient près de quatre fois plus grandes que les montants disponibles, il n'a malheureusement pas été possible d'accorder le financement demandé par l'ensemble des organismes demandeurs, bien que cela aurait été souhaitable pour notre organisation ».

Soulignant que le choix des bénéficiaires du financement était basé sur des critères précis (qu'elle énumère dans sa réponse), Catherine Filion-Lord conclut :

« mentionnons que nous avons assuré

la plus grande objectivité du comité, qui était d'ailleurs composé de représentants du CISSS (volets santé mentale et communautaire), d'un professeur titulaire universitaire spécialisé en itinérance, ainsi que d'un médecin psychiatre (...) Nous sommes conscients que la répartition du budget peut avoir un impact important pour certains organismes, et nous souhaitons vivement que ceux-ci pourront tout de même continuer à servir la cause de l'itinérance dans notre région, notamment par un accès à d'autres types de financement ».

RASSURER TOUT LE MONDE

Par ailleurs, le dossier a été débattu lors de la période de questions à l'Assemblée nationale jeudi dernier alors que la députée libérale de Verdun, Isabelle Melançon, a déploré que « des dizaines de femmes seront abandonnées, laissées à elles-mêmes et devront retourner dans la rue ».

Répondant à la députée Melançon, la présidente du Conseil du trésor Sonia Lebel, a dit qu'« il faut rassurer les gens. Personne ne va perdre son logement. On est en démarches présentement avec l'Office municipal d'habitation (OMH) de Saint-Jérôme pour être capable de renouveler les quatre baux qui sont concernés pour une année supplémentaire (...) Il faut donner le temps au CISSS (des Laurentides) de trouver des nouveaux logements et des services pour ces quatre ménages. C'est fort préoccupant. On est en action pour trouver des

solutions concrètes sur le terrain et on va y arriver ».

Alors que sa collègue Andrée Laforest, ministre des Affaires municipales et de l'Habitation, a ajouté qu'« il n'y a personne qui va perdre son logement. Je rassure tous les ménages, toutes les familles qui habitent dans la Maison de Sophia qu'ils seront logés. Le dossier a été travaillé en priorité. C'est important de rassurer tout le monde (...) Le CISSS doit collaborer et le CISSS collabore très bien ».

JUSQU'EN JUIN 2023

Les propos des deux ministres trouvent écho dans une communication transmise au Journal par le maire de Saint-Jérôme, Marc Bourcier, vendredi, à l'effet qu'une décision émanant de la Société d'habitation du Québec (SHQ) « confirme qu'un délai de 12 mois est accordé à Maison de Sophia, permettant ainsi d'occuper les quatre logements actuellement utilisés par votre organisme jusqu'au 30 juin 2023 ».

« Ils sont venus nous voir. Nous cherchons, avant tout, à être des facilitateurs dans le dossier. On salue leur mission, mais on ne va pas s'impliquer financièrement. On respecte les juridictions (celle de la Maison de Sophia en est une provinciale). Ce n'est pas notre rôle (d'intervenir financièrement) » nous a dit M. Bourcier au cours d'une conversation téléphonique.

Pour faire un don : sauversophia.org



Devant : François Savoie. À l'arrière, de gauche à droite : Majorik Bouchard du CISSS des Laurentides, Xavier-Antoine Lalande, Marc Bourcier et Youri Chassin.

POUR LUTTER CONTRE L'ITINÉRANCE

LA HUTTE S'IMPLANTE À SAINT-JÉRÔME

MYCHEL LAPOINTE

Mychel.lapointe@infoslaurentides.com

La Hutte, un organisme communautaire basé à Terrebonne et dont la mission est d'offrir un service d'hébergement d'urgence aux personnes sans abri ou en situation d'itinérance s'installe à Saint-Jérôme.

De façon concrète, La Hutte érigera (la construction doit débuter bientôt) une toute nouvelle maison d'hébergement sur le terrain adjacent à l'église Sainte-Paule, à la suite d'une entente à être conclue avec la Ville.

Le projet est évalué à 6,5 M\$.

DÉCEMBRE 2022

Le nouvel édifice offrira 48 places d'hébergement d'urgence et ouvrirait ses portes en décembre 2022.

Le projet comporte également une halte chaleur où les personnes sans abri pourront rencontrer des intervenants, manger un repas chaud, prendre une douche, laver leurs vêtements et en obtenir gratuitement, s'ils en ont besoin.

AIDER À S'EN SORTIR

« Les 48 personnes formant l'équipe de La Hutte ont toutes le même objectif, soit d'aider des gens à s'en sortir. C'est donc avec beaucoup d'enthousiasme que nous avons accepté l'invitation à travailler avec la communauté pour trouver des solutions innovantes et porteuses. Le phénomène de l'itinérance est un problème actuel et nous devons y répondre rapidement. Et aux sceptiques qui pensent que c'est un projet fou, que les délais sont trop serrés ou qu'il nous sera impossible de rassembler les sommes nécessaires à temps, nous répondons qu'il est intolérable que des Jéromiens et des Laurentiens soient dans la rue. Les femmes et les hommes que nous accueillerons sont les enfants, les parents, et souvent même les grands-pa-

rents de gens de chez nous. C'est pour eux que nous devons rendre l'impossible possible, afin que nous puissions les accueillir comme nous aimerions que ceux qu'on aime soient accueillis. » de dire François Savoie, directeur général de La Hutte.

CONFORT ET ACCOMPAGNEMENT

« Depuis le tout début de notre mandat, nous travaillons à trouver des solutions pérennes afin de lutter contre l'itinérance. Dès son embauche, notre adjoint au directeur général-stratégies, Sylvain Pagé, a eu le mandat de mobiliser les partenaires pour qu'un projet comme celui présenté aujourd'hui puisse enfin voir le jour. Les efforts et la volonté des nombreux partenaires portent leurs fruits et nous en sommes très fiers. Ce sera une grande satisfaction de savoir que les personnes vivant en situation d'itinérance auront accès à des services de qualité ainsi qu'à des installations où elles trouveront le confort et l'accompagnement dont elles ont besoin pour leur mieux-être et éventuellement, pour contribuer à la communauté » a commenté le maire de Saint-Jérôme, Marc Bourcier.

AU SOMMET DES PRIORITÉS

Pour sa part, le préfet de la MRC de la Rivière-du-Nord, Xavier-Antoine Lalande, a tenu à souligner que « les membres du conseil de la MRC ont non seulement soutenu de façon unanime les démarches des partenaires pour développer une offre de service adaptée sur le territoire, mais ont également placé l'itinérance au sommet de leurs priorités d'action pour 2022. De plus, la MRC a fait reconnaître la problématique à l'échelle de la région des Laurentides. Grâce à cette reconnaissance, nous avons obtenu d'importantes enveloppes budgétaires qui contribueront à créer les leviers financiers nécessaires à la réalisation du projet d'implantation de La Hutte à Saint-Jérôme. »

LA CSQ VEUT OBTENIR UNE PART DU DERNIER BUDGET



RÉDACTION EAP
nouvelles@eap.on.ca

La Coalition Santé Laurentides (CSL) souhaite que la région des Laurentides soit la première à profiter de l'importante majoration de la mission santé du budget 2022-2023 du gouvernement du Québec.

Les grands objectifs de la campagne ont été discutés et adoptés le 8 mars dernier par la CSQ. Il est question d'un ajout de 1,4G\$ au PQI afin d'assurer la complétion, d'ici 10 ans, des travaux des centres hospitaliers de Saint-Jérôme, Saint-Eustache et de Mont-Laurier, en plus d'obtenir un plan fonctionnel et technique pour les trois autres centres hospitaliers, soit ceux de Saint-Agathe, de Lachute et de Rivière-Rouge.

Lors du dépôt du budget, la CSQ met également en lumière l'absence d'investissements additionnels au PQI 22-32, permettant de traduire un engagement du gouvernement du Québec à ce que soient complétés ces travaux dans un horizon de 10 ans.

«Le budget du gouvernement du Québec doit répondre au sentiment d'urgence qui nous habite tous et toutes: celui d'un investissement important et nécessaire pour nos six hôpitaux et pour les ressources médicales et professionnelles de la région, pour enfin régler l'iniquité qui défavorise les Laurentiens. Nous espérons que l'importante majoration de la mission Santé contenue dans le budget se traduira en conséquence pour notre région, affirme le président de la CSL et préfet de la MRC des Laurentides, Marc L'Heureux. Le premier ministre, le ministre des Finances et les élus des Laurentides ont affirmé avoir compris toute l'importance d'assurer des soins de santé au moins équivalents au reste du Québec dans les Laurentides. Dans cette optique, nous continuerons nos actions pour que cela se traduise dans la réalité et que la région des Laurentides soit la première à profiter de cette conjoncture favorable».

Infrastructures et ressources humaines manquantes

Les besoins urgents pour les infrastructures hospitalières des Laurentides s'élevaient minimalement entre 1,4 milliard \$ et 1,9 milliard \$, sans compter le rétablissement du financement systématique, issu d'une budgétisation historique encore non corrigée, qui devra également être mis en place. L'Hôpital régional de Saint-Jérôme souffre de manière lancinante d'une dégradation de ses bâtiments de même que d'un manque de places et d'espaces. Ce constat est

également celui des autres hôpitaux de la région.

De plus, plusieurs équipements manquent cruellement. Si une annonce a déjà été faite concernant l'Hôpital régional de Saint-Jérôme, rien n'a été fait concrètement depuis; et cela, à l'instar ne représenterait que le tiers des besoins urgents identifiés.

«Les infrastructures hospitalières actuelles n'ont pas été conçues pour traiter le nombre actuel de citoyens résidant dans les Laurentides. Il nous manque d'espace pour recevoir les patients et attirer les professionnels de la santé nécessaires pour les traiter dans notre région. Les Laurentiens n'ont pas accès à leur juste part du budget provincial, ce qui fait que nos listes d'attente s'allongent injustement et les soins en souffrent. À la vitesse à laquelle la population augmente dans notre région, la situation ne fera que s'empirer», témoigne le Dr Simon-Pierre Landry, médecin de famille à Mont-Tremblant ainsi qu'à l'urgence de l'Hôpital Laurentien de Sainte-Agathe-des-Monts.

De manière systématique, il y a un manque à gagner de plus de 800 millions \$ annuellement, ce qui se répercute sur l'attribution des ressources médicales et hospitalières. Il s'agit d'un déficit structurel qui, selon la CSL, gruge systématiquement l'accès aux soins de santé pour la population et qui va se détériorant davantage.

Mobiliser, convaincre, agir

«La région des Laurentides, pourtant 4^e en importance au Québec, est celle qui a le plus grand déficit d'investissements et de financement en santé et traîne bonne dernière à plusieurs égards. C'est aussi la région qui a le plus fort taux d'accroissement annuel au Québec depuis la dernière décennie, sans compter l'énorme apport des villégiateurs vivant à présent quasiment à longueur d'année et bien sûr un important vieillissement de la population. Dans ce contexte, nous voulons notre juste part, ni plus ni moins», affirme le président de la CSL, Marc L'Heureux.

Voulant travailler de manière constructive, la CSL a fait plusieurs représentations auprès des élus de la région, de même qu'auprès d'autres formations politiques. Entre autres, ce fut l'occasion de rappeler que cela fera bientôt un an qu'une motion unanime a été votée à l'Assemblée nationale, laquelle reconnaissait l'urgence d'agir et demandait au gouvernement du Québec d'assurer un rattrapage financier pour les services de santé et de services sociaux de la région et d'opérer une accélération de ses projets de modernisation de tous ses centres hospitaliers.

MAINTIEN DE L'OFFRE DE VACCINATION À LACHUTE

RÉDACTION EAP
nouvelles@eap.on.ca

À la suite de l'annonce du ministère de la Santé et des Services sociaux quant à l'administration d'une dose de rappel (4^e dose) de vaccin dans les milieux de vie et chez les personnes de 80 ans et plus ou immunodéprimées, le Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) des Laurentides tient à informer la population que le site de vaccination de Lachute demeurera ouvert jusqu'à nouvel ordre.

Dans ce contexte, le CISSS des Laurentides est soucieux d'offrir, à la population ciblée, une offre de vaccination de proximité. Tous les milieux de vie sont concernés par cette vaccination supplémentaire, soit principalement les centres d'hébergement et de soins de longue durée (CHSLD), les ressources intermédiaires et de type familial (RIRTF) et les résidences privées pour aînés (RPA). Des équipes mobiles se déplaceront vers ces milieux de vie et aucune démarche n'est nécessaire de la part des personnes ou de leurs proches pour procéder à une prise de rendez-vous.

Les personnes de 80 ans ou plus qui vivent à leur domicile pourront aussi bénéficier de cette dose de rappel en respectant obligatoirement un intervalle d'au moins trois mois depuis l'administration de leur dernière dose. De la même manière, les personnes immunodéprimées pourront également bénéficier de cette nouvelle dose de rappel en respectant les mêmes conditions.

Pour recevoir la dose de rappel (4^e dose), il est obligatoire de prendre rendez-vous, depuis le mardi 29 mars, sur le site web



Le site de vaccination au centre commercial de Lachute demeurera ouvert. —photo Mylène

Deschamps

clicsante.ca, et ce, afin d'éviter de l'attente aux portes des sites de vaccination. La vaccination sans rendez-vous demeure disponible dans tous les sites de vaccination, et ce, pour toutes les personnes admissibles aux 3 premières doses du vaccin contre la COVID-19. Les sites de Blainville, Saint-Jérôme, Sainte-Agathe-des-Monts, Lachute, Rivière-Rouge et Mont-Laurier demeurent ouverts et accessibles. Pour connaître tous les détails, consultez le santelaurentides.gouv.qc.ca.

Closure of three vaccination sites in the territory

The Laurentians Integrated Health and Social Services Center (CISSS) wishes to inform the public that as of March 25, the vaccination sites of Saint-Sauveur, Argenteuil and Rivière- Rouge will be closed.

As observed throughout Quebec, the marked decrease in the number of vaccination sites and the number of appointments made in recent weeks has prompted the Vaccination Department to review the vaccination offer on the territory in order to better adapt it to the current needs of the population.

People who already have an appointment scheduled at the targeted sites, after March 25, will be contacted personally to obtain a new appointment at a site near their place of residence. Also, in order to continue to ensure a local vaccination offer in various communities in the territory, mobile vaccination planning is underway.

Details will be communicated in the coming weeks. Walk-in vaccination remains available at vaccination sites for all eligible individuals who wish to receive a dose of the COVID-19 vaccine. The Blainville, Saint-Jérôme, Sainte-Agathe-des-Monts and Mont-Laurier sites remain open and accessible. An interval of eight weeks or more is recommended between the 1st and 2nd doses. To get a booster dose, an interval of three months or more is needed after the last dose.

For full details, visit santelaurentides.gouv.qc.ca.

The new front-line access line gradually being rolled out in the Laurentians

MARIA DIAMANTIS
Local Journalism Initiative Reporter
For The North-Shore News • info@newsfirst.ca

The Laurentians Integrated Health and Social Services Center (CISSS) announces the gradual opening of the front-line access line (GAP) for people waiting for a family doctor.

The GAP des Laurentides is a telephone service that allows the population to have access to a professional in the event of a health problem. The GAP team works closely with its partners and the region's health and social services to provide people without a family doctor with an assessment of their situation and direct them to the first-line service adapted to their needs.

Ms. Rosemonde Landry, President and CEO of the CISSS des Laurentides, testifies that the GAP is a priority for the establishment in order to offer a single gateway to front-line services for people without a family doctor. "I am very happy that the GAP is already deployed in our region. This one-stop shop will become a service

of great importance for the population of the Laurentians and will certainly facilitate access to care," she declared.

Registration for GAP services

To ensure gradual deployment in the Laurentians region, letters are sent on a priority basis to people on the waiting list for a family doctor.

The population of the Laurentians without a family doctor is invited to update their file or, if they have not already done so, to register on the waiting list at quebec.ca/sante/trouver-a-resource/registration-with-a-family-doctor.

Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides



End of services

in designated medical clinics

Considering the establishment of the GAP service, the activities of designated clinics for patients without a family doctor, set up temporarily in the context of a pandemic, ended on March 31 2022.

The CISSS des Laurentides in its press release exalted the great contribution of its teams and doctors for the services offered to the population at these clinics.

CISSS des Laurentides advises caution

As the 6th wave of covid passes through Quebec



MARIA DIAMANTIS
Local Journalism Initiative Reporter
For The North-Shore News • info@newsfirst.ca

The Public Health Department of the Integrated Health and Social Services Center (CISSS) of the Laurentians reminds the population that it is important to maintain the various health measures in force and to remain vigilant in the face of the new increase in the number of cases of COVID-19 observed throughout Quebec.

Due to age or immunosuppression, some vulnerable people are more susceptible and at risk of developing complications from COVID-19 infection. Therefore, they must be extra careful in order to protect themselves.

"We are monitoring the evolution of the epidemiological situation very closely. While the entire province is experiencing an upsurge in cases of COVID-19, we encourage Saint-Laurent residents to remain cautious in order

to help them preserve their health and that of their loved ones. Remember that vaccination against COVID-19 remains the best way to protect yourself," said Dr. Éric Goyer, director of public health for the Laurentians.

Complying with the measures in effect various health measures for visitors and caregivers are still in effect in the living environments and hospitals of the CISSS des Laurentides. It remains crucial for the entire population to continue to respect them in order to protect the most vulnerable people as well as the staff in place. For the most recent measures, residents can consult the COVID-19 section of the website www.santelaurentides.gouv.qc.ca.

If citizens experience symptoms similar to COVID-19, they must isolate themselves and avoid visiting vulnerable people. Taking a rapid screening test is essential and free. If the test result is positive, it is important to follow the isolation instructions that apply to each patient's situation. For more information on isolation instructions, visit Quebec.ca/coronavirus. A self-assessment tool is also available online.

**TRANSPORTEURS BÉNÉVOLES
RECHERCHÉS**

Le CISSS des Laurentides recherche des bénévoles en accompagnement transport souhaitant s'impliquer auprès de jeunes en offrant de leur temps.



Si vous possédez un véhicule et que vous êtes intéressés, veuillez communiquer au **450 432-2777, poste 78402** afin d'obtenir de plus amples informations.

Centre intégré
de soins
et de services sociaux
des Laurentides

Québec 

CIME, site Internet

4 civières ajoutés puis retirées : Trop de civières à Saint-Eustache selon le syndicat

<https://laurentides.cime.fm/nouvelles/sante/477567/trop-de-civieres-a-saint-eustache-selon-le-syndicat>

Projet de 6,5 M\$ à St-Jérôme : La Maison de Sophia en colère

<https://laurentides.cime.fm/nouvelles/politique/477415/projet-de-6-5-m-a-st-gerome-la-maison-de-sophia-en-colere>

Défibrillateur : un don pour sauver des vies

<https://laurentides.cime.fm/nouvelles/sante/477308/defibrillateur-un-don-pour-sauver-des-vie>

Le syndicaliste Steve Bouchard briguera l'investiture de QS dans Labelle

<https://laurentides.cime.fm/nouvelles/politique/477295/le-syndicaliste-steve-bouchard-briguera-l-investiture-de-qs-dans-labelle>

Nouvelle maison d'hébergement pour itinérants à Saint-Jérôme

<https://laurentides.cime.fm/nouvelles/politique/477055/nouvelle-maison-d-hebergement-pour-itinerants-a-saint-gerome>

CFLO, site Internet

Fannie Courchesne, nouvelle adjointe, direction générale du CISSS secteur Antoine-Labelle

<https://www.cflo.ca/fannie-courchesne-nouvelle-adjointe-direction-generale-du-ci-ss-secteur-antoine-labelle/>